



**HAL**  
open science

## L'extension du marché à Cuba : une “ nouvelle transformation ” ?

Blandine Destremau

► **To cite this version:**

Blandine Destremau. L'extension du marché à Cuba : une “ nouvelle transformation ” ?. Servet J.-M.; Hillenkamp I. Comprendre autrement le marché. Marches reels et marche fantasma, Classiques Garnier, 2014. halshs-02114666

**HAL Id: halshs-02114666**

**<https://shs.hal.science/halshs-02114666>**

Submitted on 29 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'extension du marché à Cuba : une « nouvelle transformation » ?

Blandine DESTREMAU

CNRS / LISE

Chapitre publié in : Servet J.-M., Hillenkamp I. (eds.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, collection Ecrits sur l'Economie, 2014, p. 251-274.

*Prévoir entrées de l'index thématique (suggestions) : appauvrissement, care, chômage, cloisonnement monétaire, consommation, Cuba, devise, égalitarisme, Etats-Unis, faillite, femme, incertitude, inégalités, inflation, information, infrastructures publiques, logement, marché noir, micro entrepreneurs, mimétisme, patrimoine, paupérisation, pauvreté, pouvoir d'achat, protection sociale, race, récupération, retraité, révolution, risque, salariat, socialisme, solidarité familiale, subvention, survie, taxation, tourisme, transfert, transitologie, valeur, voyage.*

**Résumé :** Le projet révolutionnaire cubain s'est appuyé sur une démarchandisation assez radicale de la reproduction sociale, de l'emploi, de l'accès aux biens et services et des dispositifs de gratification. Il en a résulté une faible ampleur des inégalités entre classes, genres, et races, une forte homogénéisation des modes de vie au prix d'une réduction radicale des choix des consommateurs. Le marché n'était cependant pas totalement absent, notamment sous la forme de marché « noir » (de biens, de services).

Depuis les années 1990, en réaction à la crise économique, le gouvernement a réintroduit progressivement le marché dans l'activité économique. Cette (re)marchandisation produit des effets d'accumulation et d'amélioration du bien-être sur les individus, ménages et groupes qui ont les moyens (capitaux, transferts d'argent de l'extérieur, localisation, formation, réseaux, etc.) de s'insérer dans ces marchés. Elle a également un effet d'appauvrissement absolu et relatif et un fort accroissement des inégalités. Ces inégalités et ce processus de paupérisation s'enracinent pour partie dans des inégalités préexistantes à la Révolution, selon des lignes de classe, de localisation, de race et de genre, qui renforcent leur portée politique.

Ce texte porte sur le processus de transformation traversé par Cuba depuis quelques années. Pour autant, il ne s'inscrit pas dans une perspective de *transitologie*, branche florissante de travaux académiques, institutionnels ou d'expression privée, qui épousent une position téléologique anticipant le « résultat supposé du processus – l'économie de marché démocratique »<sup>4</sup>. Si, pour les transitologues radicaux, le futur doit transcender le passé, et le présent constituer au pire un coût nécessaire vers une issue inéluctable, bon nombre d'intellectuels cubains admettent l'urgent besoin de réformes mais adhèrent au mot d'ordre officiel d'« actualisation » du socialisme : il s'agit de faire évoluer le modèle économique du pays vers un système plus flexible, plus efficace, dans lequel les travailleurs seraient plus motivés, plus productifs, les services et biens produits de meilleure qualité ; ceci devant permettre de consolider la viabilité du modèle social. Le chemin, quoique tracé par les *lineamientos* de la politique économique et sociale énoncés lors du VI<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste Cubain en avril 2011, est soumis à ses propres conditions de possibilité, notamment sociales : les « acquis sociaux du socialisme » constituent en effet une précieuse source de légitimation de l'État, et bien au-delà une valeur constitutive du nationalisme cubain<sup>5</sup>.

Une partie importante de ces réformes vise à (ré)introduire du marché dans certains espaces économiques et sociaux que la Révolution avait soumis à des logiques administrées, en supprimant ou réduisant la dimension marchande des transactions à une portion congrue. J'esquisse ici une exploration de la complexité sociale de ce que cette expansion du marché fait à – et de – la société cubaine, en me fondant sur des données empiriques de terrain m'ayant permis un accès ethnographique à des pratiques ordinaires<sup>6</sup>. Je partirai d'une définition institutionnelle du marché, comme ensemble de règles, normes et valeurs, pour analyser certaines dimensions de la construction sociale d'espaces concrets de pratiques et de logiques d'action marchandes à Cuba et surtout à la Havane, et évoquer leurs aléas et leurs effets, particulièrement au regard des inégalités socio-économiques. Je montrerai que l'ouverture d'espaces marchands permet à certains individus et ménages de dépasser leur situation de consommation contrainte, imposée par le régime économique révolutionnaire, qui peut, selon certains critères, être qualifiée de pauvreté matérielle.

A l'encontre des positions défendues par Laurence Fontaine dans *Le marché - Histoire et usage d'une conquête sociale* (Gallimard, 2014), je souligne aussi, cependant, que le fonctionnement de la concurrence joue contre toute possible vision du marché comme solution politique à la pauvreté, du fait des inégalités qui s'instaurent, se creusent ou se réactualisent parallèlement, et des exclusions qui lui sont corrélées: le marché s'impose comme un système économique et social, et non comme des opportunités isolées à saisir individuellement. Par ailleurs, même les trajectoires d'enrichissement ne peuvent être appréhendées en termes d'émancipation sans précautions : en effet, l'émancipation ne saurait

---

<sup>4</sup> Greskovits, Bela, « Les analyses concurrentes de la société de marché postcommuniste. Retour sur le passé d'une controverse », *Revue française de science politique*, 2000, 50<sup>e</sup> année, n° 4-5, p. 728.

<sup>5</sup> Destremau, Blandine, Messu, Michel, « La centralité du social dans les réformes du modèle cubain », in Bellot, C. , Bresson M. et Jetté Ch. (dir.), *Le travail social et la nouvelle gestion publique : cloisonnement des pratiques ou nouvelles opportunités?*, Québec, Presses Universitaires du Québec, Problèmes sociaux et interventions sociales, 2013, p. 61-74.

<sup>6</sup> Ce texte s'inscrit dans le cadre du programme ANR de recherches LATINASSIST, coordonné par Blandine Destremau et Isabel Georges, dont l'objet est l'étude des effets sociaux du développement d'une offre institutionnelle d'assistance destinés aux femmes dans six villes d'Amérique latine : Buenos Aires, Santiago de Chile, Guadalajara, Sao Paulo, Bogota et La Havane (2011-2014). Dans ce cadre, j'ai effectué cinq missions de terrain, qui fournissent la matière empirique à ce texte.

résider uniquement dans le desserrement des cadres politiques et administratifs qui ont régi la démarchandisation révolutionnaire, desserrement qui suffirait à démocratiser l'accès au marché et, au-delà, la société. Cuba avait choisi une autre voie d'émancipation, qui détachait le travail et les moyens de vie du marché, et qui inscrivait l'individu dans une voie d'émancipation collective au prix d'importantes contraintes en termes de libertés. La libéralisation des échanges et des initiatives marchandes individuelles, si elle s'accompagne d'un essor des libertés individuelles, semble se réaliser aux dépens de l'émancipation collective, voire au prix d'un recul dans l'émancipation individuelle pour ceux et celles qui ne parviennent pas à se positionner sur ces marchés de façon rentable. Et rien ne dit qu'elle mène ou doive s'accompagner de démocratisation. L'expansion des espaces marchands encourage en outre la (re)marchandisation de relations qui, par nécessité, s'inscrivaient dans une économie de la réciprocité, de la solidarité, et de l'engagement et qui, sans faire montre à leur égard d'un angélisme mal à propos, ont été au fondement d'une « nouvelle » société, dans laquelle la brutalité des rapports sociaux capitalistes a pu être estompée. La réémergence de la marchandisation des corps et de la domesticité, spectres lancinants de la période pré-révolutionnaire, ne saurait ainsi ni être marginalisée par l'analyse, ni considérée comme libératrice ou émancipatrice.

Dans un premier temps, je caractériserai l'état de démarchandisation instauré par la révolution cubaine (1), et le processus d'amplification et d'institutionnalisation d'espaces de marché mis en route depuis les années 1990 (2). Tant du fait des attermoissements des réformes que des caractéristiques propres au marché comme système de normes et règles, je montrerai combien l'aventure marchande est porteuse d'aléas, incertitudes et ambivalences (3). Finalement, j'illustrerai l'amplification des écarts entre les personnes et ménages qui peuvent participer au marché ou non (4), et analyserai certains mécanismes de production et reproduction d'inégalités sociales et économiques qui ébranlent les « acquis sociaux » de la révolution cubaine (5).

### **1- Démarchandisation révolutionnaire et marchés « par la gauche »**

Le projet révolutionnaire cubain s'est appuyé sur une démarchandisation<sup>8</sup> assez radicale de la reproduction sociale, de l'emploi, de l'accès aux biens et services et des dispositifs de gratification. Ce modèle<sup>9</sup> repose sur une structuration particulière de la matrice de production et de distribution, le quasi monopole et la centralisation étatiques de l'économie et des politiques publiques, la quasi élimination d'espaces de marché autonomes, la socialisation des biens, des ressources, des moyens de production, et la construction d'un système de gratification au-delà de la productivité économique (productivité sociale, mérite au travail, engagement volontaire, participations, etc.). Il articule politique de l'emploi, des services publics et contrôle des prix. Il imbrique aussi la politique sociale avec celles de la famille, de l'environnement, de la santé, de l'éducation, de la culture et de la science.

L'emploi, quasi généralisé dans des services, entreprises et institutions étatiques<sup>10</sup> permet le versement de salaires selon un barème resserré et de compléments de salaire en nature. Les postes s'obtiennent par candidature auprès des entreprises d'Etat, ou par l'intermédiaire de listes constituées par les directions du travail et de la sécurité sociale. Le salaire

---

<sup>8</sup> Au double sens de *decommodification* et *demarketisation*.

<sup>9</sup> Il ne s'agit pas à proprement parler de *modèle*, les différents dispositifs ayant été élaborés de façon progressive, au cours des années 1960-1980. A partir de 1990, les innovations se situent plutôt du côté de l'adaptation à la crise économique.

<sup>10</sup> 97% des emplois sont publics, et le reste se situe dans les coopératives et l'agriculture.

s'accompagne d'une contrepartie socialisée sous forme d'accès à des biens rationnés à très faible prix (panier de base subventionné à environ 88% de son coût<sup>11</sup> et alloué sur la base d'un carnet, la *libreta*) et la subvention des services en réseau (eau, électricité, téléphone). S'y ajoutent l'accès généralisé et gratuit aux services publics d'éducation et de santé, la distribution de repas gratuits dans les écoles et entreprises, l'organisation de camps et séjours de vacances peu onéreux, et le versement de pensions de retraite et d'invalidité. L'accès aux biens durables se fait essentiellement par décision des commissions au sein des centres de travail, sur la base de prix subventionnés ; l'accès au logement privé par attribution d'usufruit illimité gratuit ou de propriété contre acquittement d'un montant très faible. Il n'existe pas de marché de l'immobilier, les changements de propriétaires s'effectuant par *permutación*<sup>12</sup> et par donation à d'autres membres du ménage apparentés ou non, transactions enregistrées par les directions de *Vivienda* [du Logement].

Formellement exclues du système, les transactions marchandes n'étaient cependant pas totalement absentes, mais essentiellement réduites à l'illégalité<sup>14</sup> (Tejada 1994, Henken 2008). Les activités de « débrouille » ou de *resolver, conseguir, inventar, luchar*<sup>15</sup>, se développaient dans les interstices d'un système administré, trop rigide et aux prises avec ses contradictions internes (en particulier entre règles établies et leur applicabilité, ou leur cohérence, entre circuits d'approvisionnement et offre effective, entre ce à quoi les règles donnent droit et ce à quoi les circuits d'approvisionnement donnent accès, etc. ). Le marché « par la gauche » s'alimentait de prélèvements sur la part de produits agricoles destinés à l'Etat (détournements d'une partie des denrées), de biens produits par des entreprises étatiques et destinés aux collectivités ou aux services de l'Etat lui-même, de la rémunération de services aux particuliers. Jusqu'aux années 1990, ce qui provenait de l'extérieur était réduit. L'économie domestique de n'importe quel ménage était complexe et s'appuyait par nécessité sur des relations de réciprocité, de don et contre-don, et sur la solidarité familiale et au-delà<sup>16</sup>.

Jusqu'à la fin des années 1980, surtout à la Havane, le niveau de vie, quoique frugal, était généralement correct, voire confortable, et la qualité des services satisfaisante<sup>17</sup>. Sous l'effet d'une politique volontariste de mobilité sociale et d'une codification stricte des mérites, gratifications et modes d'accès, le système économique cubain a de fait produit une réduction notoire des inégalités de chances et de conditions entre classes économiques et culturelles, entre groupes raciaux, entre ville et campagne, hommes et femmes. Les inégalités « verticales » sont d'autant plus réduites que les modes de vie s'homogénéisent fortement, du fait de la réduction des choix de consommation de tous types. Cependant, les inégalités demeurent, au-delà de celles fondées sur les salaires et sur les emplois occupés, qui peuvent s'accompagner d'avantages variables (allocation d'un véhicule ou voyages à l'étranger

---

<sup>11</sup> Mesa Lago, Carmelo, *Sistemas de protección social en América Latina y el Caribe: Cuba*, CEPAL – Colección Documentos de proyectos, Santiago de Chile, Naciones Unidas, 2012

<sup>12</sup> Permutation, procédure d'échange entre logements de « valeur » équivalente (la valeur reposant sur l'appréciation des échangeurs, donc sur leur valeur d'usage respective), officiellement sans compensation financière.

<sup>14</sup> Tejada Aurelio, Alonso, « Introduction de la logique de marché dans le système économique cubain. Appréciations sur les effets sociaux », *Alternatives Sud*, vol. 1/2, Centre tricontinental, 1994, Henken, Ted, « Dirigentes, Diplogente, Indigentes, and Delinquentes : Official Corruption and Underground Honesty in Today's Cuba », Florida International University, Cuba Research Institute, 2008.

<sup>15</sup> Ce sont les mots utilisés par les Cubains pour exprimer leur démarches, ou obligations quotidiennes : résoudre, obtenir, inventer, lutter.

<sup>16</sup> Les différentes démarches nécessaires à une vie correcte, les relations sur lesquelles elles s'appuient, les formes de solidarité et de réciprocité qui les sous-tendent occupent une place cruciale dans les romans, récits, films, qui traitent de la vie quotidienne à Cuba.

<sup>17</sup> Selon les entretiens et conversations que j'ai menés sur le terrain.

notamment). D'une part, elles procèdent des conditions de logement largement héritées de la période antérieure. D'autre part, elles se greffent sur les divers types de ressources nécessaires à la « débrouille », au marché noir et à l'obtention de privilèges. Jusqu'aux années 1990 et la libéralisation des espaces de marché, cependant, la participation à cette économie informelle et des faveurs n'engendrait que peu de différenciation des conditions matérielles d'existence : elles produisent surtout des formes de distinction, des styles de vie différents. En effet, l'interdiction du marché noir et le maillage assez dense de surveillance produisent un risque pénal objectif et des coûts de transaction non négligeables. Ils rendent difficile la réalisation des bénéfices sous une forme repérable de distinction sociale et *a fortiori* leur accumulation.

## 2- Légalisation et amplification des espaces de marché

Depuis les années 1990, en réaction à la crise économique, et de façon accélérée depuis que Raul Castro a remplacé son frère Fidel à la tête de l'Etat en 2006 et que le VI<sup>e</sup> congrès du PCC<sup>18</sup> a formulé ses orientations d'« actualisation » du socialisme, le gouvernement réintroduit progressivement du marché dans les activités économiques et dans les transactions. Cuba s'est ouverte à l'économie de marché internationale pour obtenir des devises nécessaires à l'importation de biens : soutien au tourisme et autorisation de réception d'argent envoyé de l'étranger par les émigrés, légalisation du dollar US en 1993 puis décloisonnement croissant de la circulation de la monnaie convertible<sup>19</sup>, libéralisation contrôlée des investissements étrangers, etc.... En parallèle, l'économie interne aussi s'est ouverte au marché : l'Etat réduit ses approvisionnements subventionnés, autorise l'offre marchande privée de biens et services et la production agricole paysanne, hors contrat avec l'Etat, écoulée sur les marchés agropastoraux « particuliers » (*i.e.* non étatiques).

La nécessaire réduction des dépenses publiques et l'impératif d'augmentation de la productivité du travail ont conduit à une contraction importante de l'emploi public : selon les annonces, la proportion appelée à quitter l'emploi étatique oscille entre un quart et la moitié, à terme, de la population active, et se situerait aujourd'hui à un demi-million environ, soit le dixième de la force de travail. Le recensement des emplois « excédentaires » au sein de chaque « centre de travail » débouche sur des propositions de recasement dans des branches moins pourvues, des mises en disponibilité provisoire ou des démissions. Les ouvertures de postes se raréfient dans certaines branches, engendrant un « chômage »<sup>20</sup>, en particulier pour les jeunes et les mères de famille en réintégration. Une bonne partie de ces travailleurs sont présumés se lancer dans une activité indépendante de *cuentalpropista*, ou devenir salarié d'une micro-entreprise. Quelques 180 à 200 branches d'activités ont été autorisées à se livrer à une

---

<sup>18</sup> Ce congrès est le troisième qui s'est tenu en « période spéciale » (après le IV<sup>e</sup> en 1991 et le V<sup>e</sup> en 1997). Convoqué pour la première fois par le président Raúl Castro, préparé par de multiples assemblées publiques à tous niveaux territoriaux, il a déclenché un tournant fondamental dans les politiques publiques.

<sup>19</sup> Le peso cubain convertible, ou CUC, qui vaut 25 pesos cubains. Suite à la dépénalisation du dollar en 1993, il est adopté comme seconde monnaie officielle de Cuba, le 8 novembre 2004. Sa circulation, limitée au territoire cubain, a remplacé celle des dollars US. Les salaires publics sont versés en pesos cubains (mais certaines entreprises publiques versent aussi des intéressements en CUC), tout comme les biens offerts par le rationnement, et ceux des marchés étatiques. Le marché noir fonctionne dans l'une ou l'autre monnaie. Les termes les plus couramment utilisés pour désigner le CUC sont « divisas » ou « dólares ».

<sup>20</sup> Les guillemets sont ici justifiés par le fait que le chômage n'existe pas en tant que tel, puisque, dans un système qui fonctionne de façon totalement administrée, l'Etat est supposé répondre aux demandes d'emploi, et produire une adéquation entre offres et demandes. La notion de « chômage » relève d'une logique de marché, et n'est pas encore instituée à Cuba.

activité privée marchande<sup>21</sup>, permettant de compenser une partie de la réduction de l'offre publique de biens et services, d'en proposer de nouveaux et de légaliser des activités antérieurement menées sous le manteau. Une partie importante de ces activités se situe dans le secteur des services à la personne (coiffure, manucure, garde d'enfants, soins aux personnes âgées, aide aux devoirs scolaires, réparation de véhicules, assistance informatique, transport, etc.); une autre a trait aux services liés au logement et à la construction (plomberie, électricité, maçonnerie, menuiserie, réparations diverses...); ou encore à la vente au détail de produits manufacturés (produits localement ou importés : vêtements, accessoires, produits d'hygiène, articles ménagers...) et alimentaires (cafétérias). Finalement, c'est dans le secteur du tourisme que l'ouverture est la plus porteuse économiquement (logements de touristes, restaurants et bars, vente de produits alimentaires et d'objets artisanaux, transports, guides, etc.). Au fur et à mesure où des branches d'activité sont légalement autorisées, et/ou que les entrepreneurs inventent d'autres façons d'interpréter les autorisations mentionnées sur les licences, de nouvelles activités marchandes surgissent et s'amplifient : vente d'objets usagés, de vieux livres et de brocante, production d'art (peinture, sculpture), concerts et chansons, prise de photos en costume, cérémonies religieuses afro-cubaines et vente d'objets culturels, ouverture de musées en tout genre, etc. Marché légal et marché « au noir » continuent de coexister, que les revenus demeurent non déclarés (transport en voiture privée, logement de touristes, vente de prestations sexuelles, rémunération d'intermédiation, etc.); ou qu'ils proviennent d'activités illégales comme la vente de produits détournés des magasins d'Etat.

Du coup, « le marché » fournit des revenus (visibles et recensés ou non) à une partie croissante de la population. La part comptabilisée des salaires publics dans le total des revenus de la population est passée de près de 80% en 1990 à moins de la moitié aujourd'hui, au bénéfice notamment des revenus obtenus par l'emploi privé et les transactions marchandes. La partie marchande de la reproduction sociale s'accroît donc et la dépendance des ménages à l'égard des revenus monétaires obtenus par le marché pour satisfaire leurs besoins se renforce. Or les revenus obtenus dans la sphère publique (salaires et pensions), s'ils permettent une consommation de biens et services fortement subventionnés, n'ont qu'une valeur quasiment symbolique dans la sphère marchande qui pratique des prix « de marché ». Et c'est celle qui s'accroît le plus, au détriment de l'autre, soumise aux restrictions d'un budget public en tension.

Tout ne peut pas (encore) s'acheter, loin de là. Sont maintenus hors marché les secteurs de l'éducation et de la santé, appelés à demeurer des espaces d'égalité, auxquels tous les Cubains ont accès de plein droit et qui ont amorti le coût social des réformes, mais dont la dégradation engendre des brèches d'inégalité<sup>22</sup>. Cinéma et théâtre continuent d'être offerts à un prix très modique (contrastant parfois avec celui exigé des étrangers); mais les concerts payants en devises se développent et sont difficilement accessibles aux salariés et pensionnés modestes. Des cours privés complètent ceux des écoles publiques, et les services domestiques privés grignotent ceux offerts par l'Etat. L'extension des « coups de main » contre pourboire, voire tarifés, entame les pratiques solidaires et réciproques.

Orienté d'une part vers la « récupération » maximale de devises, et de l'autre vers la préservation des fondements du socialisme, le gouvernement régule la concurrence entre privé et public par un découpage qui se veut strict et étanche. La *recuperación de divisas* se fait soit

---

<sup>21</sup> Les petits établissements indépendants avaient été interdits en 1968. Ils ont été à nouveau autorisés en 1993, quand 100 types d'auto-emploi ont été légalisés; ils sont aujourd'hui près de 180 petits métiers. Après une vague de recentralisation de l'économie en 2003-2004, les *cuentalpropistas* représentent aujourd'hui environ un quart de l'emploi.

<sup>22</sup> Habel, Janette, « Cuba. Les défis du nouveau 'modèle' », *Revue Tiers Monde*, 2003, t. 44, n° 173, p. 127-148.

directement - par la vente de biens et services publics en devises par des chaînes de magasins d'Etat, des restaurants, boutiques, agences de tourisme, hôtels, le développement de services médicaux et la vente de produits paramédicaux à destination des étrangers et payables en devises, l'offre (payante) de cours universitaires pour des étudiants étrangers, l'organisation de colloques et congrès à des prix très élevés (pour les étrangers) - ; soit indirectement, par l'intermédiaire du prélèvement de taxes sur l'activité privée.

### **3- Aléas et incertitudes**

L'expansion des espaces de marché et l'intervention croissante de transactions marchandes dans la vie quotidienne des Cubains ouvrent certes des espaces de possibles mais complexifient les circuits d'approvisionnement, qui naviguent entre plusieurs marchés, quasi marchés, marchés noirs, diverses monnaies et échelles de valeur et modes de fixation des prix. L'obtention d'information permettant de prendre des décisions absorbe au quotidien des quantités considérables de temps et d'énergie. En outre, le train des réformes produit une forte instabilité du cadre des règles et normes, qui empêche toute confiance de la part des acteurs du marché. Ce contexte de libéralisation économique est donc gros d'incertitudes, qui proviennent tant du marché lui-même, du flottement entre marchandisation et démarchandisation totale ou partielle, que du maintien de la tutelle étatique.

Il existe tout d'abord une incertitude sur les prix eux-mêmes et sur la sphère dans laquelle tel ou tel produit ou service pourra être acquis, cette dernière commandant dans une large mesure les conditions d'approvisionnement et le niveau des prix. Graduellement, en vue de leur fusion, la convergence des deux sphères monétaires (celle en pesos dits « nationaux » et celle en pesos convertibles) progresse, les deux monnaies en venant à être pratiquement interchangeables (c'est-à-dire qu'on peut payer dans une monnaie et recevoir la monnaie dans l'autre). Et de plus en plus de biens et services sont offerts dans les deux sphères monétaires, là où régnait auparavant une délimitation stricte. Aujourd'hui, les consommateurs se représentent généralement un bien disponible « en pesos » comme moins cher, mais aussi moindre qualité qu'un bien « en CUC », bien que l'un et l'autre puissent être distribués par les circuits étatiques : c'est que le bien en CUC aura été importé de l'extérieur. La peinture par exemple : celle disponible en pesos nationaux est de moindre qualité que celle qu'on l'on peut acheter en CUC ; les deux sont néanmoins dans une continuité de prix qui évoque plus la différence de qualité que le cloisonnement des sphères de prix qui prévalait jusqu'à la fin des années 2000 , accompagné d'un décalage très important dans les deux niveaux de prix. Et les peintures en pesos souffrent de ruptures de stocks qui affectent moins celles vendues en devises locales, le CUC. Parfois, lorsque les qualités ne sont pas en cause, un changement de circuit de distribution permet de forts bénéfices. Par exemple, les pommes de terre disparaissent des marchés d'Etat, captés par des petits revendeurs les écoulant à des prix très supérieurs. Les anciens repères se brouillent, et l'inflation, qui n'est plus contenue dans chaque sphère de prix et de distribution, s'alimente du passage des délimitations.

L'extension des marchés « libérés » et un plus grand laxisme dans les contrôles sur le commerce intérieur a introduit également une incertitude sur le bon poids, le bon nombre, la bonne qualité et la bonne compétence. S'il y a moins d'attente chez les coiffeurs, récemment privatisés, leurs tarifs ont considérablement augmenté, et nul n'est certain de leurs qualifications. Les témoignages se multiplient dans les journaux à propos de bouchers qui trichent sur la viande servie, de boîtes d'allumettes qui ne contiennent pas le nombre affiché ou de balances trafiquées. Dans certains marchés, des balances ont été mises à la disposition

des clients pour leur permettre de vérifier le poids de leurs achats, et des balances manuelles peuvent s'acquérir chez les quincaillers, qui permettent à chacun, en principe, d'exiger le bon poids.

Le développement de circuits marchands n'a pas soulagé l'incertitude d'approvisionnement : de nombreux articles manquent régulièrement dans les points de vente et les importations privées (« à la valise ») continuent à se faire comme « des coups », à la petite semaine, en louvoyant entre les réglementations, contrôles, interprétations des interdictions et autorisations. Les livraisons internes continuent de dépendre de démarches bureaucratiques et des aléas du transport, des pannes d'électricité, de comportement spéculatifs avérés ou supposés. Une des activités courantes à Cuba est de passer dans des boutiques pour « voir ce qu'il y a », demander si un article est arrivé ou est toujours « perdu », faire savoir à ses proches et voisins qu'on a trouvé quelque chose d'intéressant, stocker des quantités importantes par peur d'une pénurie. Tout le monde porte en permanence un sac en plastique sur soi, « au cas où », et toute file d'attente chez un commerçant attire les passants qui viennent « voir ce qui est arrivé », et pourront redistribuer l'aubaine du jour à des parents ou voisins (par exemple des seaux de cinq kilos de yaourt, ou des cartons d'oeufs). L'approvisionnement en matières premières pour les petits producteurs, revendeurs, restaurateurs, etc. est lui aussi empreint d'incertitude<sup>23</sup>. Les ruptures de stock sont fréquentes, les plats inscrits sur un menu rarement disponibles dans leur intégralité, les achats dépendent du marché de détail (les marchés de gros n'existent pas encore) et exigent de longs trajets répétés pas toujours fructueux, des appels nombreux au réseau d'amis et de collègues qui sauraient où trouver quoi et à quel prix. Les entrepreneurs, tout comme les ménages, doivent jongler entre divers modes d'approvisionnement, plus ou moins légaux, déclarés, bricolés, relationnels.

Pour les *cuentapropistas*, l'incertitude majeure provient probablement du cadre légal, qui se cherche et reste soumis aux aléas politiques. Le processus de marchandisation demeure très vulnérable aux dictats de l'Etat, procédant par à-coups, sans sécurité de l'investissement ; les changements d'orientation se font souvent par décrets, annoncés par la presse, diffusés par la rumeur. La concurrence s'installe non seulement entre opérateurs privés, mais surtout entre l'Etat, qui veut « récupérer des devises » et les entrepreneurs. En 2003-2004, les décisions d'ouverture d'entreprises privées s'étaient vues opposer une brusque recentralisation. Depuis, la réouverture semble plus stable et résolue, mais la fin de l'année 2013 a témoigné du manque de sécurité de certains petits investissements : en octobre, pratiquement du jour au lendemain, les salles de cinéma privées, de vidéo 3D et de jeux informatiques ont été fermées, parce qu'elles relevaient d'une licence de « opérateurs de divertissement » qui ne correspondait pas à leurs activités effectives. Et le 31 décembre, après plusieurs moratoires et nombre d'articles et protestations, les vendeurs de vêtements, accessoires et produits d'hygiène qui s'étaient considérablement développés furent eux aussi interdits, dès lors qu'ils relevaient d'une licence de « modiste et tailleur » alors que presque tous revendaient des articles importés des Etats-Unis ou d'Amérique latine. Ce sont ainsi des dizaines de milliers de petits vendeurs, pour beaucoup des jeunes, impliquant leur famille dans leur affaire, qui se sont retrouvés privés d'activité et de revenu, et qui ont perdu leur investissement dans leur fond et équipements. La formulation du Comité exécutif du Conseil des ministres faisait appel au besoin « d'ordre, de discipline et d'exigence », mais mes interlocuteurs ont interprété ces mesures en termes de concurrence et de rapport de force : l'Etat veut maintenir son monopole

---

<sup>23</sup> Certains magasins de plomberie, électricité et autres quincailleries ont ouvert des rayons « pour les *cuentapropistas* », mais ils sont très mal achalandés, et ne vendent qu'au détail.

sur ces activités de loisir et de vente, quoique ne s'y montrant pas particulièrement performant. Et les ventes continuent, mais « à gauche », c'est-à-dire de façon cachée. Du côté de la fiscalité, les micro-entrepreneurs ressentent aussi de l'incertitude : certes, la pression du prélèvement forfaitaire se réduit, au bénéfice d'un prélèvement proportionnel, plus juste. Pourtant, rien n'est stable, visible, anticipable, et pour les *cunetapropistas* l'amélioration de la rentabilité de leur micro-entreprise demeure empreinte d'insécurité.

Dans une économie encore largement administrée, empreinte d'incertitudes, qui cherche ses limites et ses cadres légaux, l'entreprise – ou plus largement l'expérience du marché comme espace de génération de revenus – est donc très risquée, surtout pour les micro-entrepreneurs et les indépendants. La réduction progressive de la pression fiscale – dont une partie prélevée de façon forfaitaire – est contrebalancée par une concurrence accrue entre activités similaires, enfermées dans la liste officielle des petits métiers et leur périmètre autorisé. Par exemple, la multiplication des restaurants privés et des offres de logement dans un petit bourg comme Viñales<sup>24</sup> peut difficilement s'avérer rentable pour tous. Idem pour les longues files de voitures *vintage* qui stationnent sur la place de la Révolution ou du Capitole, attendant les touristes ; ou pour les nombreuses manucures ou les cafétérias. Et, alors que l'offre s'accroît et que la capacité hôtelière se renforce, le taux d'occupation des logements pour touristes dans le *municipio* de Centro Habana est, par exemple, de 34% en 2010, en forte chute par rapport à 2008 (61%<sup>25</sup>). Début 2012, on estime qu'un quart des établissements privés ont fait faillite. L'essor de l'emploi privé marchand équivaut donc à une ample précarisation.

#### 4- La participation au marché, *insiders* et *outsiders*

La progression des espaces soumis aux règles du marché amplifie les enjeux de participation à cette « nouvelle » économie, comme offreur et comme demandeur. Or le retrait – ou les restrictions et instabilités d'approvisionnement - de la sphère subventionnée d'un certain nombre de biens et services qui doivent désormais être obtenus soit sur le marché libéré en pesos, soit sur le marché en CUC cause l'appauvrissement des personnes et ménages ne vivant que de revenus publics (salaires et pensions)<sup>26</sup>. De même, l'autorisation pour certaines branches d'activité de passer d'un statut de service en pesos cubain à un service en monnaie convertible (coiffure, petites réparations, certains modes de transport par exemple) qui signifie de fait un alignement sur un niveau de prix plus « vrai », du fait de la sortie partielle<sup>27</sup> de la sphère subventionnée et de l'incorporation de taxes plus élevées. Ou encore l'émergence de nouveaux besoins exclusivement accessibles sur le marché libre en devises, qui apparaissent « hors de prix » : c'est le cas de certains produits alimentaires, de vêtements, de produits d'hygiène, d'articles domestiques, de bijoux et accessoires, de l'équipement informatique et de ses accessoires, des ouvrages publiés à l'étranger, etc. En outre, les circuits institutionnels d'obtention de bien durables sont en train de disparaître. Ainsi, alors qu'un réfrigérateur ou un téléviseur était alloué aux travailleurs méritants et/ou qui en avaient le plus

<sup>24</sup> Petite ville à trois heures de route de la Havane, dont l'activité touristique a été fortement promue et développée.

<sup>25</sup> Source : Office National des Statistiques (ONE).

<sup>26</sup> La pauvreté est difficilement mesurable, puisqu'une bonne partie des biens et services se situe hors marché. Par delà les difficultés à reconstituer des séries statistiques cohérentes, Espina Prieto (2008) et Mesa-Lago (2006) estiment la pauvreté absolue de revenus, qui équivaut à une incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux, à environ 20% au tournant des années 2000, contre 6,3% en 1988.

<sup>27</sup> Partielle du fait que les intrants de la production et la reproduction sociale demeurent assumée en partie dans la sphère subventionnée.

besoin, par des commissions des centres de travail, à un prix minime acquitté par prélèvement de mensualités directement sur les salaires, ils doivent aujourd'hui être achetés dans des magasins en devises, aux prix internationaux. Par ailleurs, certains biens produits localement sont soustraits à l'offre marchande pour être livrés aux hôtels et établissements touristiques, auxquels un faible nombre des Cubains a les moyens d'accéder. Finalement, l'obtention de multiples biens et services passe toujours par le marché noir, alimenté par des prélèvements sur les livraisons de et à l'Etat, la débrouille, le troc, les relations de réciprocité.

Une partie de plus en plus importante de la reproduction sociale, en proportion et en diversité des besoins, ne peut donc plus être satisfaite par la *libreta* ou l'offre publique subventionnée, renvoyant la population vers des marchés et modes d'accès plus onéreux. Soumis à ce qui équivaut à une forte inflation, le pouvoir d'achat des salaires et pensions s'est donc considérablement réduit, selon la proportion de biens et services consommés dans l'une ou l'autre sphère<sup>28</sup>. Cette perte de pouvoir d'achat des salaires et pensions, si elle touche presque tout le monde, affecte beaucoup moins les ménages dont les revenus supplémentaires réduisent la part de leur reproduction sociale qui dépend de ces revenus en pesos. Ainsi mes logeurs, tous deux médecins. Leur salaire représente à peine 10% de leur revenu, le reste provenant de locations. Ou encore un couple de travailleurs sociaux, dont près de 80% du revenu provient de la vente de DVD gravés. Un certain nombre de ménages ne retirent même plus le panier de biens auquel la *libreta* leur donne droit.

Certains, donc, sont confinés dans une sphère de consommation subventionnée, dont la variété et l'offre se réduisent jusqu'à menacer leur survie. Sans ressources supplémentaires ou autres sources d'approvisionnement, ils n'ont souvent d'autre choix que de recourir aux services de distribution de repas, à la générosité de voisins, ou de demander une licence de récupérateur de déchets recyclables, et certains vont fouiller dans les bennes de poubelle installées dans les rues pour en retirer des biens utilisables. Leur paupérisation se manifeste également dans la dégradation de leurs conditions de logement. Les ménages modestes n'ont pas, ou plus, les moyens d'entretenir les bâtiments, plusieurs générations vivent souvent dans des conditions de grande promiscuité<sup>29</sup>. C'est aussi dans les quartiers anciens et populaires que les infrastructures de distribution d'eau et d'électricité sont le plus perturbées.

La plupart des ménages tentent de participer à l'*économie*, c'est-à-dire d'être offreurs sur le marché libre, en pesos ou en devises, selon la nature des produits et services offerts, le risque qu'ils sont prêts à courir, et leurs réseaux. Les jeunes peu motivés par des carrières publiques mal rémunérées et sans moyens économiques deviennent *bicitaxistas*, travaillent dans des boutiques de photocopie, s'engagent sur des chantiers, vendent des objets artisanaux, des DVD copiés. Les pêcheurs vendent du poisson, des crevettes et des langoustes ; les personnels de compagnies aériennes rapportent des articles de leurs voyages européens ou américains, qu'ils revendent grâce au bouche à oreille ; les employés de la compagnie de téléphone cellulaire offrent des contrats moins onéreux moyennant une petite contribution ; les employés des pharmacies passent certains médicaments et produits de soin hors *libreta* ; les femmes au foyer cuisinent beignets et autres pâtisseries, vendent du café par leur fenêtre, etc. Si certaines de ces activités, visibles, sont nécessairement officialisées, la capacité de

---

<sup>28</sup> Depuis 2005, des mesures d'augmentation nominale des bas salaires et des pensions ont été adoptées, en monnaie nationale, sans maintenir leur pouvoir d'achat, affecté par le déplacement de la limite entre les sphères de prix. Mesa-Lago (2012) évalue que la valeur réelle des salaires publics en 2010 est de 27% de celle de 1989.

<sup>29</sup> Le nombre de logements construits pour 1000 habitants a chuté brutalement au tournant des années 1990. Le nombre de logements manquants est considérable et le parc existant – pour l'essentiel privé – n'est que très peu entretenu. L'écroulement régulier de bâtiments vétustes réduit encore l'offre. La libéralisation toute récente du marché du logement bénéficie essentiellement aux récepteurs de d'envois de fonds de l'extérieur et à des étrangers qui achètent par prête-noms.

soustraire une partie des revenus à l'imposition qui les grève permet de mieux en rentabiliser les bénéficiaires, avec un risque.

Ceux qui se retrouvent dans la meilleure situation sont clairement les ménages ayant pu transformer un patrimoine immobilier *et* des transferts d'argent de l'extérieur en investissement lucratif. Ce peut-être une voiture ancienne, achetée dans les années 1960, ou rachetée par prête-nom, que des fonds envoyés par la famille ont permis de rénover pour en faire un taxi ; un équipement de coiffure acquis aux Etats-Unis et installé dans un rez-de-chaussée ; un ordinateur et un graveur de DVD rapporté d'une mission internationale au Venezuela et utilisés pour produire en série des copies de films. Ou encore, et surtout, l'aménagement de chambres à louer dans des maisons et appartements situés dans des quartiers à forte valeur touristique; l'installation de restaurants dans des cours et bâtiments d'emplacement favorable ; l'équipement d'un kiosque de nourriture à emporter sous un porche privé. La contribution de l'extérieur est cruciale, parce que la capacité d'épargne et d'investissement des Cubains de l'intérieur est demeurée pratiquement nulle pendant les années révolutionnaires. Ainsi se reconnecte et se réactive le patrimoine de familles séparées depuis des décennies. L'ouverture récente du marché immobilier, si elle permet de favoriser la mobilité résidentielle, est en passe de conduire à l'accumulation de patrimoines de logements et de locaux commerciaux, qui élargira d'autant les écarts de niveaux et de modes de vie. Il en est de même pour la loi de libéralisation des investissements étrangers, passée en mars 2014, qui devrait profiter aux entreprises commerciales à base familiale.

## **5- Essor des inégalités et réactivation des anciens patrimoines**

Les ouvertures des espaces marchands ont ainsi un effet cumulatif en termes de disparités sociales<sup>30</sup>, et conduisent à ce que des Cubains vivent des expériences de vie quotidienne totalement différentes, ce qui était beaucoup moins le cas jusqu'aux années 1980, quand régnait non seulement une égalité forte, mais une homogénéité marquée de modes de vie : la communauté de réalité quotidienne s'estompe, l'engagement dans des activités non marchandes valorisées socialement, politique et même économiquement recule au profit d'une rentabilisation marchande du temps d'activité. L'appauvrissement absolu et relatif et le sentiment d'être relégué hors de la « consommation<sup>31</sup> » nourrissent l'amertume de retraités qui ont travaillé dur pour la Révolution, et vieillissent pauvres voire misérables ; celle des professionnels de métiers à forte valeur sociale –enseignement, soins médicaux, ingénierie – face à des branches d'activité qui ne requièrent peu de qualification mais permettent un niveau de vie confortable ; de femmes qui voient leur autonomie grignotée par les charges familiales qui pèsent sur elles en luttant pour sécuriser la survie matérielle de leur foyer ; d'habitants de quartiers ouvriers anciens ou de grands ensembles, négligés par les politiques d'aménagement en dépit de leur histoire glorifiée dans la rhétorique révolutionnaire ; de provinciaux, écartés des modernisations par l'affaiblissement des investissements publics dans les infrastructures et les transports, et qui tentent de migrer vers les grandes villes, au risque de ne pas pouvoir y obtenir de résidence légale ; d'anciens travailleurs des centrales sucrières, fermées en masse depuis les années 2000, orphelins d'une culture et d'une activité

---

<sup>30</sup> Avec toutes les réserves et précautions exigées par ce type de mesure, le coefficient de Gini estimé est passé de 0,22 en 1986 à 0,407 en 1999 et le ratio entre le quintile le plus pauvre et le quintile le plus riche de 3,8 en 1989 à 13,5 en 1999. Ces données n'ont pas été actualisées, ce qui les rendraient plus considérables encore (Espina Prieto 2008, Mesa-Lago 2006, 2012).

<sup>31</sup> Il peut s'agir simplement de lait, de chaussures, de shampoing, trop chers pour des revenus exclusivement publics.

ayant fait les grands jours de la Révolution<sup>32</sup>. L'impossibilité d'accès à des biens de consommation désormais investis de valeurs de distinction nourrit un sentiment d'exclusion chez les jeunes – la majorité – qui ne peuvent s'offrir de vêtements à la mode ou des appareils de musique portatifs, désormais signes partagés d'appartenance à une génération globalisée. Les implications des inégalités d'accès à des modes de transport devenus trop onéreux pour beaucoup – taxis privés ou collectifs –, alors que les moins argentés dépendent de bus trop rares et bondés, sont considérables non seulement en termes matériels, mais aussi en termes symboliques. Et la césure symbolique et culturelle s'élargit aussi entre les privilégiés qui ont accès à internet, indice d'un emploi favorisé, ou de posséder un ordinateur, et ceux qui n'en ont ni les moyens économiques, ni les moyens institutionnels<sup>33</sup>.

Le sentiment de dévalorisation, de déclassement, des couches incapables d'accéder à la nouvelle économie marchande s'alimente d'une inquiétude sur les conséquences de la suppression annoncée de la *libreta* et de la fusion des monnaies dont l'information est guettée dans les gazettes officielles et commentée dans les conversations. Ces mesures rendront plus simple la gestion économique<sup>34</sup>, mais elles reviendront/reviendraient à supprimer la digue fragile entre les deux sphères de prix. La mise en place d'un dispositif substitutif de subventions ciblées sur les personnes et ménages nécessiteux, renforçant le système d'assistance existant destiné surtout aux personnes pauvres isolées<sup>35</sup>, est soumise à des aléas budgétaires et administratifs bien connus qui menacent sa capacité à combler la brèche entre égalité formelle et inégalités réelles.

L'augmentation des inégalités économiques est de plus en plus corrélée avec des inégalités antérieures à la Révolution. En effet, en l'absence de dynamique d'accumulation locale pendant les années de socialisme, les dotations en patrimoine, et particulièrement en logement, ont continué, dans une large mesure, à refléter celles qui prévalaient dans les années 1950 : les familles possédant des maisons ou appartements bien situés ont pu en garder un voire plusieurs, s'ils sont parvenus à les enregistrer au nom de plusieurs membres de la famille. D'autre part, la masse des émigrés susceptibles d'envoyer des fonds depuis l'étranger appartiennent aux classes supérieures. Et ceux qui ont construit ou hérité d'un réseau international sont également les mieux formés, et qui ont des parents et amis à l'étranger. Ces inégalités recourent non seulement l'ancien système de classe, mais aussi les disparités raciales, et elles sont, de façon de plus en plus visibles, lues à cette aune : la corrélation est ainsi politisée. Dans un certain nombre d'écrits produits à Cuba même dans la diaspora, le gouvernement cubain est accusé d'avoir dissimulé les inégalités raciales sous celles entre classes contre lesquelles la Révolution était mobilisée, d'avoir produit un imaginaire « blanc » des luttes nationales, d'avoir sous-valorisé les cultures afro-cubaines, qui revendiquent désormais leur reconnaissance, et d'entretenir un système de discrimination, non seulement par le biais des cumuls historiques de compétences et de positionnements, mais par celui des

---

<sup>32</sup> Vera Estrada, Ana, *Guajiros del siglo xxi*, La Havane, Instituto Cubano de Investigacion Cultural Juan Marinello, 2012.

<sup>33</sup> Selon le dernier recensement (2012), le taux d'équipement des ménages en réfrigérateurs n'est que de 0,81 (ne pas en avoir est un signe de réelle pauvreté), et d'ordinateurs de 0,12 (même si ce taux est probablement sous estimé, en posséder un est un signe de distinction marquée).

<sup>34</sup> Voir Marques-Pereira, Jaime, Théret, Bruno, « Dualité monétaire et souveraineté à Cuba, 1989-2001 », in Théret, Bruno (ed.), *La monnaie dévoilée par ses crises* (vol. 1), Paris, 2007, pages 429-460, et Marques-Pereira, Jaime, Théret, Bruno, « La couleur du dollar. Enquête à La Havane », *Critique internationale*, Presses de Sciences Po, Volume 4, n° 17, 2002, pages 81-103.

<sup>35</sup> Destremau, Blandine, « Quelle « bonne famille » ? Assistance et solidarités familiales à Cuba », in Garcia Dos Santos, Yumi, Enriquez Rosas Rocio (eds.), *Assistência e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero*, *Cadernos de Pesquisa*, São Paulo, 2015 (à paraître).

recrutements dans le secteur touristique, le plus rentable, qui préférerait les Blancs<sup>36</sup>. Ces critiques mettent en tension le discours officiel de maintien de la justice sociale (mais d'abandon de l'égalitarisme homogénéisateur pour une valorisation des « différences ») et le maintien de la crédibilité des politiques publiques et de la cohésion sociale.

L'essor de l'économie de marché est aussi compris en termes de renforcement – ou de grand retour - des inégalités de genre. En effet, si les réductions d'emploi public touchent *a priori* hommes et femmes de façon équivalente, les activités dans l'économie privée marchande les plus ouvertes aux femmes reposent, de fait, sur des tâches domestiques - chambres d'hôte, restauration, service à domicile notamment – et les soins du corps – manucure, coiffure. Les femmes sont les premières à quitter leur emploi public pour se lancer dans une activité de type domestique ou de *care*. Cette décision s'effectuera d'autant plus facilement que les modèles conjugaux de partage inégal des tâches domestiques semblent avoir survécu aux décennies où l'État assurait une partie des fonctions familiales dont les femmes étaient soulagées pour s'engager dans un emploi<sup>37</sup>. De surcroît, la paupérisation rend la solidarité – et au premier chef familiale – indispensable à la survie de celles et ceux dépendant des revenus publics. Or, de fait, la charge de la solidarité familiale, qu'il s'agisse de la débrouille, d'une activité de nouvel entrepreneuriat ou de la prise en charge du soin aux personnes âgées, échoit proportionnellement davantage aux femmes, et ce d'autant plus qu'une proportion considérable de ménages sont sous la responsabilité de femmes et que les hommes jouent de moins en moins le rôle de « gagners de pain » (Safa 2005, Destremau 2015). Et l'accroissement sensible de la prostitution, alimentée par la demande des touristes et l'offre de personnes désargentées, dans leur majorité des femmes, renvoie aux excès de marchandisation et aux humiliations de la période prérévolutionnaire.

### **Conclusion : Valeurs de marché, valeurs sociales**

« Les valeurs se perdent », déplorent nombre de locuteurs, désignant par là autant les valeurs sociales et politiques que les valeurs économiques relatives à la distribution du bien-être. « Les jeunes sont consuméristes, ils ne s'engagent plus dans le travail volontaire, ne participent plus aux collectifs, ils parlent mal ». « L'absentéisme augmente, les gens ne sont plus à leur poste de travail, occupés à gagner de l'argent ». La nostalgie s'exprime dans la rue, les files d'attente, les émissions populaires de télévision, dans les journaux. Dans d'autres cercles, on se fait plus sociologue. La génération née juste avant ou après la « période spéciale » n'a connu de la vie cubaine que ses restrictions, le sentiment d'être coupé du monde par la quasi-impossibilité de voyager<sup>38</sup> et l'absence d'accès à internet. Elle aspire à davantage de consommation et de marché, tout en gardant la conscience – largement rappelée par les médias – des précieux acquis sociaux de la Révolution.

La marchandisation menace ainsi les acquis de la démarchandisation, que la Révolution a mise au service du progrès social, du développement économique et de la réduction des

---

<sup>36</sup> Dans une communication récente, j'ai analysé cet essor d'analyses racialisées des inégalités sociales (Destremau 2014).

<sup>37</sup> Voir Fleites-Lear, Marisela, « Paradojas de la mujer cubana », *Nueva Sociedad*, n° 143, Mayo-Junio, 1996, pp. 41-55, Lutjens, Sheryl L., « Reading between the Lines. Women, the State and Rectification in Cuba », *Latin American Perspectives*, 1995, issue 85, vol. 22 n° 2, Spring, pp. 100-124, Souriau, Julien, « Cuba, côté femmes. Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 1990 », Mémoire IEP, Sciences Po Toulouse, 2004, Peciña, Martha, « Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique », *Cahiers d'Amérique latine*, 2008, 57-58, pp. 159-172, Almodóvar Romero, Magela, « Lo doméstico como excusa para visibilizar un 'trabajo que no existe'. Apuntes para su análisis en el contexto cubano », II Simposio Internacional del Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS), 10-12 de Noviembre, la Habana, 2010, mimeo.

<sup>38</sup> La libéralisation des voyages à l'étranger ne résout pas le problème du coût, hors d'atteinte pour la plupart.

inégalités. La question des inégalités se pose dans l'espace éthique, qui est extrêmement politique, de la justice et de la cohésion sociale. De surcroît, le marché n'offre pas (ou pas encore) d'alternative pour assurer la reproduction sociale, menacée par le vieillissement et la dislocation des familles. Et si la libéralisation des initiatives économiques est à interpréter en termes de progrès des droits économiques et politiques, les effets de la désétatisation et de la remarchandisation mettent les droits sociaux à une épreuve que la consolidation d'un secteur d'assistance ne suffira pas à soulager. Bien au-delà de revenir sur l'égalitarisme révolutionnaire, ces effets menacent l'égalité de position des citoyens cubains: on voit déjà (re)pointre un espace de relations sociales, de travail et de service, régi par la soumission, la dépendance ou la déférence, liées aux positions économiques et à des relations de subordination qu'engendrent les inégalités de ressources. On peut donc se demander comment valeurs sociales et valeurs de marché parviendront à s'articuler pour maintenir la cohésion sociale dans le contexte cubain.

### **Bibliographie**

ALMODÒVAR ROMERO, Magela, « Lo doméstico como excusa para visibilizar un 'trabajo que no existe'. Apuntes para su análisis en el contexto cubano », II Simposio Internacional del Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS), 10-12 de Noviembre, la Habana, 2010, mimeo.

DESTREMAU, Blandine, « Essor des inégalités et politisation des lectures racialisées à Cuba. Emergence d'une « question raciale » postcoloniale ? », communication aux journées d'études *Approches postcoloniales, quels usages, quels instruments ?*, Lætitia BUCAILLE, Michel CAHEN et Agnès VILLECHAISE, Université de Bordeaux, Lundi 7 avril et Mardi 8 avril 2014.

DESTREMAU, Blandine, « Quelle « bonne famille » ? Assistance et solidarités familiales à Cuba », in Garcia Dos Santos, Yumi, Enríquez Rosas Rocío (eds.), *Assistència e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero*, *Cadernos de Pesquisa*, São Paulo, 2015 (à paraître).

DESTREMAU, Blandine, MESSU, Michel, « La centralité du social dans les réformes du modèle cubain », in Bellot, C. , Bresson M. et Jetté Ch. (dir.), *Le travail social et la nouvelle gestion publique : cloisonnement des pratiques ou nouvelles opportunités?*, Québec, Presses Universitaires du Québec, Problèmes sociaux et interventions sociales, 2013, p. 61-74.

ESPINA PRIETO, Mayra, *Políticas de atención a la pobreza y la desigualdad*, CALCSO, Collección CLACSO-CROP, [bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/clacso/crop/prieto/](http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/clacso/crop/prieto/), 2008.

FLEITES-LEAR, Marisela, « Paradojas de la mujer cubana », *Nueva Sociedad*, n° 143, Mayo-Junio, 1996, pp. 41-55.

GRESKOVITS, Bela, « Les analyses concurrentes de la société de marché postcommuniste. Retour sur le passé d'une controverse », *Revue française de science politique*, 2000, 50<sup>e</sup> année, n° 4-5, p. 713-746.

HABEL, Janette, « Cuba. Les défis du nouveau 'modèle' », *Revue Tiers Monde*, 2003, t. 44, n° 173, p. 127-148.

HENKEN, Ted, « Dirigentes, Diplogente, Indigentes, and Delincuentes : Official Corruption and Underground Honesty in Today's Cuba », Florida International University,

Cuba Research Institute, 2008,  
[casgroup.fiu.edu/.../1270657335\\_Dirigentes,\\_Diplogentes,\\_Indigentes,\\_and\\_Delincuentes.pdf](http://casgroup.fiu.edu/.../1270657335_Dirigentes,_Diplogentes,_Indigentes,_and_Delincuentes.pdf)

HIRSCHMAN, Albert O., *Rival views of Market Society and other recent essays*, New York, Viking, 1986.

LUTJENS, Sheryl L., « Reading between the Lines. Women, the State and Rectification in Cuba », *Latin American Perspectives*, 1995, issue 85, vol. 22 n° 2, Spring, pp. 100-124.

MARQUES-PEREIRA, Jaime, THÉRET, Bruno, « Dualité monétaire et souveraineté à Cuba, 1989-2001 », in Théret, Bruno (ed.), *La monnaie dévoilée par ses crises* (vol. 1), Paris, 2007, pages 429-460.

MARQUES-PEREIRA, Jaime, THÉRET, Bruno, « La couleur du dollar. Enquête à La Havane », *Critique internationale*, Presses de Sciences Po, Volume 4, n° 17, 2002, pages 81-103.

MESA LAGO, Carmelo, *Sistemas de protección social en América Latina y el Caribe: Cuba*, CEPAL – Colección Documentos de proyectos, Santiago de Chile, Naciones Unidas, 2012, [www.cepal.org/publicaciones/.../SPS\\_Cuba\\_esp.pdf](http://www.cepal.org/publicaciones/.../SPS_Cuba_esp.pdf)

MESA-LAGO, Carmelo, « Social and Economic Policy in Cuba : a Model of Integral Development for Latin América ? », *ARI* n° 148/2005, Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos, 2006.

PECIÑA, Martha, « Les femmes cubaines à l'épreuve de la crise économique », *Cahiers d'Amérique latine*, 2008, 57-58, pp. 159-172.

SAFA, Helen, « The Matrifocal Family and Patriarchal Ideology in Cuba and the Carribean », *Journal of Latin American Anthropology*, 2005, vol. 10, n° 2, pp. 314-338.

SCARPACI, Joseph L., « Winners and losers in restoring Old Havana », *Cuba in Transition*, Volume 10, Edited by Jorge Pérez López and José F. Alonso, Washington, D.C.: Association for the Study of the Cuban Economy, 2000, pp. 289-299.

SOURIAU, Julien, « Cuba, côté femmes. Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 1990 », Mémoire IEP, Sciences Po Toulouse, 2004.

TEJADA AURELIO, Alonso, « Introduction de la logique de marché dans le système économique cubain. Appréciations sur les effets sociaux », *Alternatives Sud*, vol. 1/2, Centre tricontinental, 1994, [http://www.cetri.be/IMG/pdf/1994-2\\_Alonso.pdf](http://www.cetri.be/IMG/pdf/1994-2_Alonso.pdf).

VERA ESTRADA, Ana, *Guajiros del siglo xxi*, La Havane, Instituto Cubano de Investigacion Cultural Juan Marinello, 2012.